5. S'il y avait eu plus de promotions au sein de la Corporation par rapport au nombre d'employés embauchés à l'extérieur de la Fonction publique, cela n'aurait-il pas amélioré le comportement et le moral des employés de la Corporation?

L'hon. Pierre De Bané (ministre des Approvisionnement et Services): 1. Non.

2. Oui.

3. La Corporation a suivi la politique de promotion interne établie dans sa convention collective.

4. Non.

5. La Corporation ne peut que spéculer sur la suggestion contenue dans les questions puisque aucune étude en la matière n'est disponible.

LE DÉVELOPPEMENT DES PETITES ENTREPRISES AU QUÉBEC

Question n° 473—**M. Wise:**

1. Au sujet de la réponse à la question n° 1793 de la Troisième session du 30^e Parlement où on affirmait qu'une somme de \$15,890.79 avait été accordée par le ministère de l'Agriculture à l'Université Laval pour «l'étude de l'incidence du Programme de développement des petites exploitations au Québec», quels sont les résultats de cette étude?

2. L'incidence de ce programme a-t-elle été évaluée dans les autres provinces et a) dans l'affirmative, (i) qui a effectué ces études (ii) quand ont-elles eu lieu (iii) combien ont-elles coûté, b) sinon, pourquoi?

3. Le gouvernement doit-il faire appel à d'autres organismes pour étudier l'incidence de ses programmes et, dans l'affirmative, a) pourquoi, b) ses employés sont-ils incapables d'effectuer ce genre d'étude?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): 1. Cette étude comprenait une enquête faite auprès de 97 agriculteurs ayant reçu une subvention au moment de la vente de leur exploitation et de 113 acheteurs d'exploitation subventionnées à la vente. Il appert que les vendeurs tout comme les acheteurs sont généralement satisfaits du programme puisqu'il a rendu plus faciles les transactions et les rajustements. Toujours en vertu de l'étude, il semble que les propriétaires d'exploitations de taille moyenne et grande qui ont acheté des petites fermes les ont mis à profit beaucoup plus rapidement que les petits exploitants qui ont dû être adroitement conseillés pour gérer efficacement leur investissement. Les acheteurs n'ont eu que peu recours au crédit spécial qui était disponible, tandis que la possibilité pour le vendeur de pouvoir garder sa maison s'est révélée très avantageuse.

2. Un rapport est actuellement en cours de rédaction sur une évaluation provisoire des conséquences du Programme de développement des petites exploitations en Alberta, en Saskatchewan, au Manitoba, au Nouveau-Brunswick et à l'Île-du-Prince-Édouard.

a) (i) L'évaluation est faite par M. R. St-Louis de Québec. (ii) Les enquêtes sur place ont été menées en mars et avril 1977. (iii) Le coût approximatif de l'étude est de \$110,000.

3. a) et b) Le personnel du ministère est qualifié pour mener ce genre d'études, mais les circonstances nous ont poussé à recourir au secteur privé pour les raisons suivantes:

- (i) Le personnel n'avait pas le temps d'effectuer ce travail.
- (ii) Une évaluation de l'extérieur était préférable afin d'apporter de nouvelles perspectives tout en assurant une évaluation impartiale.

Questions au Feuilleton

LA CORPORATION DE DISPOSITION DES BIENS DE LA COURONNE

Question n° 475—**M. Bawden:**

1. La Loi sur les biens de surplus de la Couronne stipule-t-elle que tous les biens de surplus des ministères doivent être signalés au ministre des Approvisionnements et Services et, dans l'affirmative, les ministères s'y conforment-ils et, dans la négative, pourquoi?

2. M. Clair Adams a-t-il été engagé par la Corporation de disposition des biens de la Couronne en tant que vice-président chargé des acquisitions et, dans l'affirmative, quelles sont ses fonctions?

3. M. Adams est-il un fonctionnaire à la retraite?

L'hon. Pierre De Bané (ministre des Approvisionnement et Services): 1. Non. Le paragraphe 3(2) de la loi identifie les biens qu'il n'est pas nécessaire d'inclure dans un rapport au ministre.

2. Clair Adams est le vice-président—approvisionnement. Il a comme responsabilité clef de développement de mécanismes et voies de communications qui permettront d'introduire des stratégies d'opérations efficaces et répondant aux besoins. En plus, il conseillera le président en matières de politique, développement, mesure du rendement et évaluation.

3. Oui.

LA RECHERCHE—L'UNIVERSITÉ YORK

Question n° 477—**M. Hnatyshyn:**

1. Le gouvernement a-t-il versé des fonds à l'Institut de recherches sur le comportement du Centre de recherches par sondage de l'Université York de Toronto, pour effectuer, dans tout le Canada, un sondage sur les problèmes associés à la vie dans les centres urbains et dans leur périphérie et, dans l'affirmative, a) à combien s'élèvent-ils, b) à quelles fins utilisera-t-on les résultats de ces recherches, c) quand fournira-t-on au gouvernement les données recueillies au moyen de ce sondage?

2. Informe-t-on les personnes interrogées que ces recherches sont subventionnées par le gouvernement et les résultats du sondage seront-ils rendus publics?

L'hon. André Ouellet (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): 1. a) Le ministère a présentement une entente contractuelle avec l'Institut de recherches sur le comportement de l'Université York de Toronto, pour effectuer un sondage sur les priorités urbaines des canadiens demeurant dans les principaux centres urbains. Le contrat ne dépassera pas le montant de \$567,588.

b) Ce sondage fournira un profil systématique des priorités publiques ainsi qu'une image à jour des variations parmi les villes canadiennes, ce qui permettra au ministère et aux autres agences fédérales de diriger des programmes de relation urbaine et de concentrer les efforts politiques du gouvernement fédéral dans les endroits les plus nécessaires et en même temps, d'avoir une utilisation efficace et efficiente des ressources fédérales.

c) L'information devrait être disponible en avril 1979.

2. a) Lorsque les personnes questionnées demandent par qui sont subventionnées ces recherches, on les informe que les dépenses pour cette étude sont assumées par le gouvernement fédéral.

b) Les résultats du sondage seront rendus publics. Le ministère désire que les résultats soient disponibles aux provinces et aux représentants des municipalités où les entrevues ont eu lieu. Par la publication d'un rapport, ces résultats seront disponibles pour une grande partie des professionnels et du public intéressé.